

**Après un mois de mobilisation des gilets jaunes,  
Macron fait son numéro, mais maintient le cap**

# **LE 14, LE 15, C'EST LE MOMENT DE LE FAIRE PLIER !**

## **Un acte 4 réussi**

Tout a été fait pour dissuader celles et ceux qui voulaient manifester le 1<sup>er</sup> décembre de descendre dans la rue. Le gouvernement a été menaçant, faisant par avance porter la responsabilité de morts éventuels sur celles et ceux qui appelaient à cette journée. Paris, comme les centre-villes de nombreuses villes, était transformé en ville morte. Des milliers d'arrestations et de garde à vue ont eu lieu, dont beaucoup "préventivement", c'est à dire avant même d'avoir pu manifester. Pourtant ce sont encore des centaines de milliers de personnes qui ont exprimé leur colère en ce 4<sup>e</sup> samedi de manifestation, et les blocages tiennent toujours.

## **Le mauvais numéro de Macron**

Macron, muet depuis des semaines, a donc enfilé le costard du communicant. Il s'est donné beaucoup de mal pour essayer nous tirer des larmes. Il a même été jusqu'à reconnaître que certains de ses propos ont pu blesser. Evidemment, le fait que "ceux qui ne sont rien" soient entrés en révolte y est pour quelque chose. Mais pas un mot sur les violences policières, sur les lycéen·ne·s mutilé·e·s, ou maintenu·e·s à genoux les bras sur la tête durant des heures. Une fois de plus, seules les personnes

qui subissent la violence sociale depuis des années sont visées.

## **Le SMIC n'augmente pas !**

Même une des mesures "phares" de son discours, à savoir l'augmentation du SMIC de 100 €, est en fait une entourloupe totale. Dans ces 100 €, 20 € sont le fait de la revalorisation automatique de 1,8% en 2019, 20 € sont dûs à une baisse des cotisations salariales. Les 60 € restants correspondent au versement en une fois des 20 € d'augmentation de la prime d'activité prévus pour les 3 prochaines années du quinquennat. Non seulement ça ne coûte pas un rond au patronat, mais tou·te·s les salarié·e·s au SMIC ne bénéficieront pas de cette mesure, puisqu'il y en a qui sont déjà exclus de tout ou partie de cette prime. Et que dire de celles et ceux qui n'y ont pas du tout droit parce que travaillant à mi-temps ? Ce sont pourtant celles (dans la très grande majorité ce sont des femmes) qui sont les plus fragiles



économiquement.

Concernant la prime de fin d'année, elle ne sera versée que si les employeurs le souhaitent. Autant dire que nos patrons, qui ont des oursins dans les poches, ne vont pas être pressés de sortir leur chéquier.

Quant à la défiscalisation des heures sup', c'est nous pousser à trimer d'avantage pour essayer de joindre

**Sud**

**Fédération des activités postales et de télécommunications**

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Union  
syndicale  
**Solidaires**

les deux bouts, sans obliger à embaucher. Pas étonnant que Macron n'ait rien dit sur les chômeurs et chômeuses, pas plus que sur les fonctionnaires d'ailleurs, alors que le gel du point d'indice aboutit à une perte sèche de 8% de traitement sur 8 ans.

## Le pouvoir est fébrile

Sur le rétablissement de l'ISF, une mesure très majoritairement réclamée, Macron était attendu au tournant. Pourtant, il n'a rien lâché. C'est paradoxalement un signe de faiblesse. S'il revient là-dessus, il change sa ligne de conduite depuis son élection, qui est de mener à fond le train de ses contre-réformes. Or la politique du gouvernement est un peu comme une bicyclette : si elle ralentit trop fortement, il y a de grandes chances qu'elle tombe. Par ailleurs il ne faut pas s'y tromper. Le rapport de force mis en place par les gilets jaunes met clairement ce gouvernement de combat en difficulté. C'est bien pour cela que tout en se livrant à une opération d'enfumage, il est tout de même obligé de céder (pour l'année 2019) sur l'augmentation de la CSG pour les retraités touchant moins de 2000 € par mois.

## Pousser notre avantage

Il faut le reconnaître, les gilets jaunes font bien plus trembler le gouvernement que les organisations syndicales n'ont réussi à le faire depuis l'élection de Macron. La radicalité qui s'exprime par les blocages, les manifestations non déclarées, et le fait que le soutien populaire est massif fait peur à ceux d'en haut. Pas seulement le gouvernement, mais aussi les patrons. Pour les grands groupes de la distribution par exemple, l'addition commence à être salée. Tout ce beau monde commence à avoir sérieusement la trouille. Mais il ne faut pas en rester là. Il faut pousser notre avantage. Imaginons dans quel état seraient le gouvernement et le patronat si on s'y mettait toutes et tous ensemble. Des grèves et des manifs, on en a fait beaucoup ces dernières années, et les mobilisations n'ont été victorieuses qu'à petite échelle, notamment contre des réorganisations. Mais le contexte actuel change la donne. C'est quand il a vraiment les foies que le patronat desserre les cordons de la bourse. En mai 68, le SMIC avait été augmenté de 35%. Nous n'y sommes certes pas encore, mais déjà la jeunesse lycéenne et étudiante se mobilise. Les coups de matraque et les tirs de flashball ne suffiront pas à faire taire les jeunes qui se battent contre Parcoursup et les hausses de frais d'inscription à l'université.

## C'EST LE MOMENT !

***Le monde du travail, dans toutes ses composantes, doit se faire entendre. Les revendications portées par les gilets jaunes sont aussi, dans leur grande majorité, les nôtres :***

■ ***Avec nos paies de misère à La Poste, comment ne pas revendiquer l'arrêt de la hausse des prix, une fiscalité qui tape sur les plus hauts revenus, ou encore une augmentation des salaires ? La question est d'autant plus brûlante que les Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires débutent la semaine prochaine à La Poste. En forçant nos patrons à négocier sous la pression, on peut obtenir bien plus que les 0,75% de la dernière fois !***

■ ***Avec les réorganisations qui nous éloignent de nos lieux de travail, ou qui nous font bosser à n'importe quelle heure, comment ne pas revendiquer la prise en charge totale des frais de transport par La Poste (transports en commun comme frais d'automobile) ?***

■ ***Et, puisque l'idée de moratoire à l'air d'être à la mode, pourquoi ne pas imposer un moratoire sur les réorganisations dans tous les services de La Poste, notamment jusqu'à ce que tous les emplois vacants soient comblés ?***

***Le 14 décembre, plusieurs secteurs sont appelés à faire grève. A La poste, **Sud** et la CGT ont déposé des préavis. **Sud** PTT appelle tou-te-s les collègues à se mettre en grève. Plus nous serons en nombre, plus nous pourrons mettre à l'ordre du jour le blocage général du pays. Entreprises, zones commerciales, industrielles, logistiques... Plus rien ne doit tourner ! Le 15 sera le 5<sup>e</sup> samedi de mobilisation des gilets jaunes. Nous appelons à retourner dans la rue ! Macron est affaibli, il faut maintenant le faire plier, lui et les patrons !***



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envergures 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

